

Préparer la voie pour le financement rural : Conférence internationale de Washington (Juin 2003)

BIM - 21 octobre 2003
Betty WAMPFLER

En juin dernier s'est tenue à Washington, à l'initiative de l'USAID, du World Council Of Credit Union (Woccu) et du BASIS Collaborative Research Support Program (CRSP), une conférence intitulée « Paving the Way Forward for Rural Finance : An International Conference on Best Practices ».

Cette conférence avait pour objectif d'identifier les bonnes pratiques de financement rural et de dégager les enseignements des réussites et des échecs en la matière. Face aux contraintes spécifiques du monde rural (manque d'institutions financières viables, manque de diversité des services financiers, manque d'adéquation aux spécificités de la demande rurale), le financement requière une approche de développement large intégrant politiques économiques, politiques de l'environnement, infrastructures, durabilité des institutions et innovations technologiques. Cette approche doit se traduire par une politique des marchés financiers ruraux fournissant un cadre de référence aux bailleurs de fonds et aux opérateurs.

La conférence a rassemblé 400 participants venant de 50 pays d'Asie, d'Amérique Latine et Centrale, d'Afrique et d'Europe de l'Est.

Six thèmes ont constitué la trame de la conférence :

- > Politiques de financement rural
- > Cadre légal et régulation de la finance rurale
- > Gestion du risque
- > Les modèles d'IMF permettant la finance rurale
- > Innovations et produits adaptés à la finance rurale
- > Impact et durabilité de la finance rurale

Une quarantaine d'étude de cas ont été présentées, en sessions parallèles, portant sur les thèmes de :

- > Applications pratiques de la régulation de finance rurale
- > Crédit fournisseur
- > Commercialisation de la finance rurale

- > Finance islamique
- > Restructuration d'IMF en crise
- > Système d'information et technologie adaptée à la finance rurale
- > Epargne rurale
- > Services non financiers
- > Financement rural et HIV

D'après le rapport de conclusion de la conférence, ce sont les thèmes de l'innovation, des méthodes et pratiques de financement rural, ainsi que la session sur l'agribusiness et le crédit fournisseur qui ont le plus fortement mobilisé l'intérêt des participants. L'un des points forts de cette conférence a été sa préparation et sa valorisation par un site internet, sur lequel vous trouverez la quasi totalité des communications présentées lors de la conférence, ainsi que les diapositives des présentations orales : <http://www.basis.wisc.edu/rfc/>

Dans sa conclusion, la conférence fait une synthèse des principaux obstacles qui limitent aujourd'hui l'efficacité du financement rural. La compréhension incomplète du secteur financier rural, de sa dynamique, de ses risques et de ses besoins figure parmi les obstacles majeurs relevés par les participants. Les banques, les opérateurs financiers manquent de connaissances et d'expérience appropriées au marché financier rural. Ce champ est également trop peu connu des décideurs politiques et des bailleurs de fonds. Il en résulte un déficit de politiques publiques adaptées. Ce déficit décourage l'entrée des opérateurs dans ce champ ; les actions engagées sont descendantes, leur conception est le plus souvent purement financière et ne prend pas assez en compte les besoins sociaux et non financiers des populations.

Du côté des responsables politiques, les participants de la conférence ont souligné le manque de volonté de laisser se développer une finance rurale autonome, les interférences marquées du politique sur la mise en œuvre du cadre légal et de la régulation, la poursuite de l'intervention politique sur les prix agricoles et le crédit à l'agriculture subventionné. Le manque d'intervention en matière d'infrastructures de développement agricole a été également identifié comme un obstacle.

Du côté des bailleurs de fonds, c'est la grande dispersion et le manque de coordination des efforts qui ont été mis en cause, ainsi que le manque de connaissances et d'information sur les évolutions des communautés rurales.

Au niveau international, les barrières à l'entrée de l'Europe et de l'Amérique du Nord contribuent au faible développement des productions agricoles du Sud.

La faiblesse du secteur commercial agricole et le manque d'insertion dans les marchés ont été identifiés comme des obstacles majeurs à l'établissement d'un financement rural efficace. La déficience des infrastructures rurales, ainsi que la faible rentabilité du secteur, contribuent fortement à la faiblesse du commerce agricole. La production agricole quant à elle est handicapée par un manque de diversification, et de faibles compétences de gestion. Le manque de formation des producteurs agricoles est un handicap majeur dans leur relation avec les institutions financières.

Les défaillances de l'environnement institutionnel et légal de la production agricole et rurale constituent un frein important au développement : législation sur les garanties, droits fonciers, propriété intellectuelle, manque d'organisation de la société civile...

Les spécificités du monde rural (dispersion géographique, faibles densités de population comparé à la ville, manque d'opportunités économiques...) continuent à décourager les banques qui considèrent l'agriculture comme trop risquée et trop coûteuse pour une intervention efficace et rentable. Les outils de gestion du risque et les technologies de crédit adaptées restent défaillants.

Les recommandations suivantes ont été faites par la conférence :

L'intégration de la production et du commerce agricole dans le secteur formel est un élément clé d'une amélioration du financement du monde rural et de la confiance des institutions financières.

La recherche, à travers des études de cas, des expériences pilote et la dissémination de l'information peut contribuer à la viabilisation de la finance rurale. Le suivi, l'évaluation d'expériences en cours doivent alimenter la réflexion et la création de nouveaux produits de financement rural.

Le monde rural doit faire l'objet d'approches spécifiques de financement, différentes de celles du milieu urbain, en particulier dans le domaines de l'épargne et de l'assurance.

Les initiatives des bailleurs de fonds en matière de financement rural doivent être mieux coordonnées.

Les politiques publiques de financement rural doivent prendre en compte les questions suivantes :

- > Comment éviter les distorsions des marchés financiers ruraux par les subventions aux pauvres ?
- > Comment mettre en œuvre des lignes de crédit de long terme sans appui des bailleurs de fonds ?
- > Comment développer des approches de financement rural plus « holistes » prenant en compte les dimensions financières, sociales, et politiques ?
- > Comment valoriser les expériences pilotes, et en diffuser les résultats ?
- > Comment mesurer l'impact social et l'amélioration de la qualité de la vie ?
- > Comment organiser le dialogue avec les paysans et les ruraux avant la conception et la mise en œuvre des politiques de financement rural ?

Comme c'est souvent le cas, les conclusions et les recommandations de cette conférence ne traduisent que très imparfaitement la richesse de son contenu. Nous ne pouvons que vous inviter à aller consulter de manière plus approfondie le site de la conférence et les documents qui y sont publiés (tous en anglais). Par ailleurs, nous reviendrons ultérieurement sur certaines des communications qui ont été présentées.